

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU BUREAU EXÉCUTIF DE LA CST RELATIVEMENT AU DIALOGUE TOGOLAIS QUI S'OUVRE LE 15 FÉVRIER 2018 ENTRE LE POUVOIR RPT-UNIR ET LA COALITION DES 14 PARTIS DE L'OPPOSITION.

N° Réf. 0001/2018

Luzern, le 11 Février 2018

Le Bureau Exécutif de la Communauté Togolaise en Suisse (CTS) s'est réuni en téléconférence ce dimanche 11 Février 2018, et suite à sa première séance ordinaire qui fixe le plan d'actions et les conditions de lancement de ses activités, il fut décidé à propos du dialogue politique qui s'ouvre le 15 février 2018 à Lomé, sous les auspices des chefs d'États ghanéen et guinéen, une prise de position de la Diaspora Togolaise de Suisse qui suit:

Le Bureau Exécutif est informé, par divers canaux médiatiques, de l'ouverture d'un „dialogue entre le parti despotique du RPT-UNIR au pouvoir depuis 55 ans et la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition“.

Rappelons que ce dialogue de dupes, qui serait le 27ème du genre, est proposé par le parti gouvernemental antidémocratique suite aux vagues de contestations populaires débutées au Togo depuis le 19 Août 2017 où le peuple Togolais, las de la gestion obscure et catastrophique de l'État avec les lots de misères que ces attitudes irresponsables de nos dirigeants engendrent pour les populations du Togo, exige le départ immédiat de Faure Kodjovi Gnassingbé Éyadéma 2, le successeur dynastique du clan mafieux installé par son géniteur Étienne Éyadéma Gnassingbé, et dont la prise de pouvoir brutale en Février 2005, au mépris des dispositions constitutionnelles et suivi du coup de force électoral controversé d'Avril 2005, restent vivement contestés jusqu'à ce jour par la majorité des Togolais.

Il est convenable de faire les remarques suivantes:

- Depuis la succession dynastique sanglante faite par Faure Kodjovi Gnassingbé Éyadéma 2, ce mécréant et tous les collaborateurs voyous qui l'entourent au sommet de l'État ont toujours violé les prescriptions constitutionnelles ainsi que tout principe élémentaire du droit.
- Sur les 26 engagements et accords politiques signés, entre ce régime du RPT-UNIR et les acteurs politiques et civils, accords placés sous l'égide d'institutions sous-régionales, continentales et internationales telles la CEDEAO, l'UA, Saint'Egidio de Rome, l'UE et l'ONU, aucun seul point n'en n'a été sérieusement appliqué par le gouvernement dans le seul souci d'apaiser les vives tensions socio-politiques et les impasses économiques qui ont conduit à ces accords trompeurs, et ce pouvoir a suffisamment fait montre de son refus systématique de voir s'instaurer la démocratie sur la Terre de Nos Aïeux.
- Depuis le début des protestations le 19 Août 2017, le gouvernement togolais suite aux menaces ouvertes de morts et de massacres entretenues par le ministre de la sécurité et de la protection civile Yark Damehane à travers ses déclarations claires sur les médias ou en conférences de presse, le pouvoir togolais n'a procédé que par les répressions violentes et sanglantes des manifestations pacifiques, les assassinats ciblés, les chasses à l'homme et les contraintes à l'exil, les arrestations violentes et emprisonnements arbitraires d'innocents citoyens et défenseurs des droits de l'homme, la manipulations de l'armée et l'utilisation des miliciens pour créer un génocide ethnique, la terreur et la désolations caractérisées, les interdictions à manifester, etc. Le gouvernement n'a reconnu aucun tort dans ces cas d'assassinats de nos compatriotes par une soldatesque et sa répugnante milice au service d'un petit groupuscule d'inconscients et monstrueux qui nous dirigent par la force brute.
- L'indifférence et le cynisme méprisant de Faure Kodjovi Gnassingbé Éyadéma 2 face aux revendications légitimes du Peuple démontrent suffisamment sa volonté tenace de mourir au au pouvoir. En témoignent ses déclarations infantiles incongrues comme « papa m'a dit de ne jamais lâcher le pouvoir » ou dans son interview au ton provocateur sur Jeune Afrique quand il déclara « que la tentative du peuple à renverser son pouvoir par la rue a échoué ». Un tel mépris pour nous doit nous déterminer à maintenir la pression populaire pour chasser du pouvoir ce hors-la-loi par la petite porte.
- Le désir imperturbable affiché des autorités illégales à organiser un référendum par la force au lieu de rétablir la Constitution de 1992 longtemps et maintes fois foulée aux pieds par le RPT-UNIR dans l'unique but de conserver le pouvoir et d'empêcher ainsi l'alternance démocratique,

nous prouve assez ses plans machiavéliques à ne rien céder et de continuer par s'imposer par la force et la brutalité.

De surcroît, le constat général est que les accords successifs signés entre le régime corrompu du RPT-UNIR et les partis de l'opposition par le passé n'ont contribué qu'à maintenir le même système cinquantenaire au pouvoir et à accorder quelques marges de largesses aux présumés opposants dans un gouvernement conjoint inefficace abusivement nommé « gouvernement d'union nationale ou gouvernement d'ouverture ou de large union... » où les uns s'estimant irréprochables, et pensant peser de leur poids pour réformer un régime réfractaire à tout changement démocratique, deviennent en fin de compte tout aussi corrompus que le pouvoir combattu.

Étant donné qu'un accord politique n'engage que ses signataires, nous, la Communauté Togolaise en Suisse, tenons à préciser que ce dialogue mort-né n'engage que les participants et que ces derniers n'y vont pas au nom du peuple togolais désabusé.

La CTS n'attend rien de ce dialogue en dehors du départ immédiat et sans conditions du tyran despotique et machiavélique Faure Kodjovi Gnassingbé Éyadéma 2 et la mise en place d'une transition démocratique qui devra conduire à l'établissement de la démocratie et l'État de droit au Togo !

Nous demandons à cet effet à tout le peuple togolais dans toutes ses couches socio-professionnelles et ethniques à rester vigilant et à demeurer mobilisé pour dire NON à l'imposture et aux manœuvres dilatoires de Faure Gnassingbé visant à se maintenir au pouvoir.

Par ailleurs, en acceptant ce dialogue sans la garantie des préalables, -dont entre autres la libération de tous les détenus politiques et les inculpés extrajudiciaires dans les affaires louches d'incendies des grands marchés de Lomé et Kara, l'autorisation des manifestations pacifiques sur toute l'étendue du territoire togolais ce qui exige la levée de l'état de siège sur certaines villes du Togo..., -l'opposition politique légitime le dictateur mécréant Faure Kodjovi Gnassingbé comme interlocuteur valable, alors que le vaillant peuple du Togo lui a arraché toute légitimité et tout exercice légale du pouvoir. Nous nous opposons vigoureusement à cette orchestration politique pour accorder un sursis supplémentaire aux bourreaux du peuple, ce qui pourra être suicidaire pour tout militant démocrate engagé dans ces contestations populaires qui ont l'allure d'une révolution pacifique, et qui nous ont déjà coûté d'énormes pertes en précieuses vies humaines, de nombreux blessés graves par balles et des handicapés à vie, des pertes matérielles, des milliers de déplacés à l'intérieur du Togo ainsi que des centaines de réfugiés hors des frontières togolaises...

Nous appelons tous les Togolaises et Togolais mus par le désir de l'alternance politique au Togo à s'engager dans la Société Civile pour former un rempart inébranlable contre ce nouveau coup de force de ce régime séculaire médiocre et contre tout marchandage politique de la révolte populaire par l'opposition.

Enfin, la CTS réaffirme son ferme engagement aux côtés du Peuple Togolais Debout pour l'alternance, et promets comme elle l'a fait depuis le 19 Août 2017, à le soutenir financièrement, matériellement, par ses idées et par tous moyens utiles pour qu'effectivement vous nous débarrassions définitivement des forces du mal qui ont pris notre Chère Patrie en otage depuis la funeste nuit du 13 Janvier 1963 !

Peuple Togolais, c'est grâce notre détermination et à notre persévérance que nous parviendrons à la Victoire finale ! Ne faiblissons point !

Vive Le Peuple Togolais Révolté !
Vive la Révolution Togolaise !
Vive le Togo Nouveau !

Ont signé pour la CTS :

Le Président

Le 1er Conseiller

Le porte-Parole

Kossivi Oyono Dagbenyo

Kofi K. Folikpo

Jean-Paul Oumolou.